Michel Aglietta, en collaboration avec Pepita Ould Ahmed et Jean-François Ponsot, *La monnaie : entre dettes et souveraineté*, Paris, Éd. Odile Jacob, Coll. Économie, 2016, 456 p.

Charles Guay-Boutet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2985>

DOI : 10.4000/interventionseconomiques.2985

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Charles Guay-Boutet, « Michel Aglietta, en collaboration avec Pepita Ould Ahmed et Jean-François Ponsot, *La monnaie : entre dettes et souveraineté*, Paris, Éd. Odile Jacob, Coll. Économie, 2016, 456 p. », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 56 | 2016, mis en ligne le 01 novembre 2016, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2985> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.2985>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Michel Aglietta, en collaboration avec Pepita Ould Ahmed et Jean-François Ponsot, *La monnaie : entre dettes et souveraineté*, Paris, Éd. Odile Jacob, Coll. Économie, 2016, 456 p.

Charles Guay-Boutet

- 1 Dans son dernier ouvrage, *La monnaie : entre dettes et souveraineté*, Michel Aglietta poursuit le cycle de recherche commencé il y a plus de trente ans (Aglietta et Orléan, 1982 ; 1998) sur la théorie monétaire et le rapport entre monnaie et société. Dans un ton volontiers polémique, l'auteur introduit son propos en rappelant les apories de la théorie monétaire néoclassique : incapacité à introduire de manière satisfaisante la monnaie dans le modèle de l'équilibre général, difficulté à conceptualiser le rapport entre les fonctions de moyen d'échange et d'unité de compte lors de son introduction dans le monde marchand, etc. C'est dans une volonté explicite de réinsérer une théorie économique de la monnaie dans l'ensemble des recherches en sciences sociales qu'Aglietta s'emploie en mobilisant la recherche récente sur les origines de la monnaie. L'auteur mobilise par exemple le récent ouvrage de l'anthropologue américain David Graeber (2013), dans lequel est développée une vaste histoire mondiale des rapports entre monnaie, dette et domination politique, le tout en dialogue constant avec les thèses chartalistes pour lesquelles la monnaie est d'abord un système étatique. Pour Aglietta, un constat s'impose : la monnaie existe depuis la sédentarisation des humains et sa première fonction fut d'établir une zone d'équivalence monétaire, c'est-à-dire un espace de règlement comptable des paiements. La monnaie comme dette, c'est-à-dire comme créance sur d'autres agents de l'espace monétaire, marchands ou étatiques, apparaît elle aussi dès les origines. Ces fonctions n'ont pu se développer qu'avec le concours constant de la souveraineté étatique (p. 15). Ici, Aglietta pose une thèse que tout l'ouvrage cherchera à démontrer. Le développement des systèmes monétaires est inintelligible si abstrait du développement, en parallèle, de l'État, des modalités

d'exercice de son pouvoir (des monarchies médiévales jusqu'aux États bureaucratiques modernes), du rapport d'appartenance subjectif entre celui-ci et ses sujets, en un mot : la confiance. À partir de cette thèse centrale, Aglietta esquisse une histoire presque universelle de la monnaie, de ses origines antiques en Mésopotamie et en Chine, de son développement dans le système bancaire médiéval rendant possible l'émergence du capitalisme jusqu'aux déficiences de son espace d'innovation le plus récent, c'est-à-dire la zone euro. Insistons sur cette thèse d'un rapport de confiance devant exister, selon l'auteur, entre un émetteur et un utilisateur de monnaie pour garantir la viabilité d'un espace monétaire.

- 2 La validité de la monnaie, comme organisatrice d'un système de paiements, apparaît dès les origines comme totalement traversée par des rapports de confiance soutenus par le pouvoir souverain. Sa viabilité est intrinsèquement liée à des sentiments aussi subjectifs que l'éthique de l'appartenance sociale et la légitimité du monopole du monnayage, ayant renforcée les identités nationales dans la modernité. En ce sens, la monnaie est nécessairement politique : *« Parce que la monnaie procède de la souveraineté, elle n'est pas une créature de l'État. Mais elle entretient des rapports organiques étroits avec l'État. »* (p. 75) Le prix représente un système de valeurs partagées. En d'autres mots, la monnaie, en assurant effectivement la coordination des échanges dans une société marchande en opérationnalisant un système de comptes, apparaît comme le lien social élémentaire de la société marchande et le premier concept économique devant être analysé (p. 26). Objet de désir privé, la liquidité monétaire nécessite néanmoins, pour être fonctionnelle, un ordre hiérarchique de rapports de confiance dont le garant ultime transcende les intérêts privés :

(...) l'architecture institutionnelle qui permet à la monnaie d'être l'opérateur du rapport social d'appartenance qu'est la valeur engendre trois étapes hiérarchisées de confiance : éthique-hiérarchique-méthodique. Cet opérateur est le système de paiements qui fonctionne selon trois règles : l'évaluation à partir de l'unité de compte, la circulation des dettes, la finalité des paiements par le règlement. C'est l'efficacité et la robustesse des règles dans la validation des transactions qui reproduisent la confiance. (Aglietta, 2016 : 206)

- 3 Antérieur logiquement et causalement au marché, la monnaie permet à la valeur de se phénoménaliser dans la société en conférant aux marchandises leur caractère échangeable. Ceci n'est possible que pour autant que la valeur implique une *norme* d'équivalence dans le paiement monétaire : toute théorie substantialiste de la valeur est réfutée par Aglietta.
- 4 La monnaie révèle l'altérité au cœur de la vie sociale. Plutôt que collection d'individus instituant cet espace par contrat ou bien émergeant spontanément, la société marchande ne peut exister et se développer que si existe un sentiment de confiance hiérarchisé entre la sphère monétaire et celle de la souveraineté. Cette altérité du politique et de l'économique s'est révélée lorsque, à différents moments dans l'histoire, les souverains ont annulé la convertibilité de la monnaie en or : ce faisant, toute apparence de naturalité dans la valeur a été suspendue par décision souveraine (p. 169). Le rapport hiérarchisé de ces sphères apparaît avec force dans une économie bancaire : les opérations économiques y apparaissent comme une masse d'opérations de bilan de la part des banques. Mais le fonctionnement de ces opérations de solde interbancaire n'est possible sur le long terme qu'en relation avec la banque centrale, garante de la liquidité ultime du système de comptes. La création de la première en Angleterre, en 1694, a contribué à instituer les rapports de confiance hiérarchisés entre les marchands

de différents espaces souverains, nécessaires au développement du capitalisme, en minimisant la fréquence des crises monétaires rendues possibles par l'offre en principe parfaitement élastique de liquidité par les banques. "Cas d'école" pour une théorie de la monnaie, le cas anglais illustre la hiérarchie moderne des dettes dans laquelle la dette ultime, garante de la liquidité des autres et donc de la viabilité de l'ensemble du système de paiements, est la dette publique monnayée par la banque centrale (p. 227). Encore là, le caractère politique de l'espace monétaire apparaît avec force. Comme prêteur en dernier ressort, une banque centrale moderne est en mesure de suspendre l'obligation de règlement des dettes privées en vue de maintenir la pérennité ultime d'une économie. Si la hiérarchie entre le politique et l'économique devient dysfonctionnel, c'est la crise monétaire qui apparaît : ainsi du cas allemand, où la confiance en sa possibilité de rembourser ses propres dettes affecta, en 1923, la croyance en la viabilité de sa monnaie nationale.

- 5 Pour Aglietta, si la monnaie est une dette, elle l'est à un de niveau de généralité équivalent à celui de la société, c'est-à-dire qu'elle permet l'annulation des dettes individuelles par paiement monétaire, ce système étant valide à l'intérieur d'espaces sociaux et monétaires déterminés par la liquidité conférée par la dette d'un État souverain. Dans une économie bancaire développée, les banques se trouvent principales créatrices de la liquidité monétaire. Ce faisant, la monnaie, dont le rapport nécessaire avec la dette est rappelé avec force, apparaît comme droit du créancier-émetteur sur une richesse future (p. 61). Mais, pôle symétrique de la monnaie comme actif, les dettes sont elles aussi nécessairement hiérarchisées entre elles. L'émetteur de la dette ultime, l'État, doit être en mesure d'imposer des contraintes de règlement des dettes de niveau inférieur pour que, mitigeant l'hostilité entre débiteur et créateur, la continuité de l'espace du système de paiements soit maintenue dans le temps (p. 209). Par le développement des systèmes de fiscalité au Moyen-Âge, l'État moderne et l'identité nationale se sont construits comme nous les connaissons aujourd'hui, vis-à-vis les intérêts particularistes des marchands.
- 6 L'ouvrage se conclut par une partie consacrée entièrement à l'analyse des crises monétaires. Celles-ci, de la crise entre le Parlement et la royauté anglaise à la fin du XVII^e siècle jusqu'à la crise allemande de 1923, ont toutes pour nœud commun une crise de la hiérarchie des rapports de confiance à la base de la liquidité d'un système de paiements. Si Aglietta examine les dysfonctionnements contemporains de la zone euro, sa recommandation n'en est pas une de dissolution de cette zone, à l'instar d'autres économistes français issus de l'École de la régulation, pour qui la souveraineté monétaire en Europe doit revenir dans le cadre de la souveraineté nationale, tels Sapir (2012) et Durand (2013). Aglietta propose plutôt la constitution d'une souveraineté européenne dotée de la légitimité démocratique nécessaire à l'instauration d'un sentiment de confiance immanent et transversale à cette zone monétaire. À cet égard, des mesures telles que la redevabilité des institutions européennes comme la BCE devant le Parlement et la constitution d'un budget fédéral apparaissent nécessaires.
- 7 L'ouvrage d'Aglietta est proprement transdisciplinaire en ce qu'il puise aux acquis des différentes sciences sociales pour fonder une théorie de la monnaie, entreprise jamais complètement réussie par la théorie néoclassique. La précision de l'analyse économique n'en souffre pas. Les différentes équations fondant un modèle matriciel du système des paiements trouvent leurs places, souvent placées en annexe. En d'autres mots, la polémique avec la théorie néoclassique ne donne pas lieu à un abandon de la

modélisation, mais plutôt à sa fondation conceptuelle, sociologique et historique, nécessaire à une modélisation incarnée dans la réalité empirique des espaces sociaux dans lesquels la monnaie se développe. Plusieurs des thématiques abordées par l'auteur rappelleront sans peine les thèses postkeynésiennes sur la définition de la monnaie comme dette et la description d'une économie bancaire comme série d'opérations de bilans des institutions financières. Toutefois, la force de l'ouvrage, par rapport à plusieurs manuels postkeynésiens, est de fournir la fondation historique de ces thèses monétaires en puisant généreusement dans les sciences sociales. À cet égard, l'explication fournie des crises monétaires, comme processus sociaux où les rapports de confiance sont brisés, est tout à fait convaincante.

BIBLIOGRAPHIE

Aglietta, M. et Orléan, A. (1982). *La violence de la monnaie*, Presses Universitaires de France, Coll. Économie et liberté, Paris, 324 p.

(1998). *La monnaie souveraine*, Éd. Odile Jacob, Paris, 398 p.

Durand, C. (dir.) (2013). *En finir avec l'Europe*, Éd. La fabrique, Paris, 149 p.

Graeber, D. (2013). *Dette : 5 000 ans d'histoire*, Les Liens qui libèrent, trad. par F. et P. Chemla, 667 p.

Sapir, J. (2012). *Faut-il sortir de l'euro?* Éd. Le Seuil, Paris

AUTEUR

CHARLES GUAY-BOUTET

Candidat à la maîtrise en sociologie, Université du Québec à Montréal. cgboutet@hotmail.ca